

RECENSIONS

■ *Conflits actuels*, dossier « Une géopolitique du Pacifique. Au cœur d'une passion », Paris, XII^e année, numéro double 23/24, 2009, 1-2 (<http://www.conflits-actuels.com>).

Cette nouvelle livraison de la revue semestrielle d'études politiques, *Conflits actuels*, consacrée à la géopolitique du Pacifique, se divise en trois parties thématiques très fournies, tout d'abord à propos de Fidji, l'État insulaire prétorien, comme révélateur et emblème de problématiques spécifiques de la zone Pacifique, puis le développement de questions conflictuelles en termes géopolitiques, sociaux, environnementaux et politiques dans le Pacifique, et enfin le rappel de la carrière du recteur François Doumenge, professeur au Muséum national d'histoire naturelle de Paris et ancien directeur du Musée océanographique de Monaco, avec des témoignages sur son œuvre, dont la revue publie des extraits.

Le Pacifique insulaire projette une géopolitique si spécifique qu'une connaissance approfondie de son milieu, de son histoire et de son identité s'impose à quiconque voudrait en resituer les enjeux principaux. C'est pourquoi le dossier dirigé par Christian Huetz de Lempis et Jean-Pierre Doumenge est l'un des rares à exposer les déterminants et les évolutions de la zone, jusqu'à la question même de la viabilité des mondes insulaires, avec autant de précision et d'érudition. Christian Huetz de Lempis ouvre le dossier par un article générique sur les origines de la crise fidjienne, suivi par la reprise d'une étude de François Doumenge lui-même, soulignant que depuis 1987 Fidji est devenu un État prétorien en Océanie, ce que confirme l'article de Paul De Deckker, étudiant plus précisément les coups d'État de 1987 à Fidji comme une rupture irrémédiable dans la géopolitique du Pacifique, ainsi que Hélène Goiran, à propos du « dictateur » Bainimarama, avant que Jean-Pierre Doumenge ne vienne resituer la perspective de la question fidjienne et de la prospective géopolitique perceptible dans le Pacifique insulaire.

Dans le cadre des problématiques plus générales abordées par le dossier, Gilbert David évoque la viabilité et les vulnérabilités nouvelles des petits États insulaires, tandis que Frédéric Bessat vient préciser le risque climatique et géopolitique dans le Pacifique insulaire, Jean-Michel Lebigre donnant l'exemple de la Nouvelle-Calédonie, et François Carré celui de l'évolution des pêches dans le Pacifique tropical occidental. Alain Saussol développe dans un article, dont l'expérience

personnelle transparait à chaque ligne, l'évolution de la vallée de Hienghène, Jean-Claude Roux posant la question d'une quasi-départementalisation sous l'ombre de la coutume à Wallis et Futuna. Benoît Antheaume, dans un travail de perspective-prospective, revisite dans les années 2000 la Nouvelle-Zélande des années 1980. Olivier Sevin décrit le nouveau projet de développement pharaonique aux portes de Singapour : Iskandar Malaysia.

Le rappel de la carrière de François Doumenge par Christian Huetz de Lempis, donne l'occasion à Willy Diméglio d'évoquer le visionnaire de l'organisation urbaine, à Philippe Fournet, le spécialiste de la Méditerranée, à Jean Chaussade, celui de l'Océan mondial, à Jean-Pierre Chardon, l'homme d'engagement, à Jean Fages, ses cinquante ans dans les pas de François Doumenge, à François Simard, son parcours de vingt-trois ans à ses côtés dans le monde de l'océanologie et de l'halieutique, à Jacques Iltis, le géographe des pêches et de l'aquaculture, du golfe d'Aigues-Mortes à la passe de Papeete, avant qu'Odile Chapuis ne ferme ce dossier extrêmement riche par la traditionnelle liste des principales publications de François Doumenge, homme et universitaire exceptionnel, lequel incarne, pour tous ces spécialistes, le sommet de la connaissance académique.

L'ensemble des communications de ce nouveau dossier témoignent de son influence et de sa capacité à avoir insufflé autour de lui, et singulièrement chez ses pairs, un certain mélange de curiosité intellectuelle, moteur de la recherche, de travail acharné et de talent de conteur. François Doumenge était un homme authentique, sans superficialité et dont la forte personnalité absorbait d'un coup et immédiatement tout l'air disponible des pièces où il pénétrait. Si sa disparition a tant affecté la communauté scientifique internationale, c'est que celle-ci reconnaissait en lui un de ceux, peu nombreux, qui tracent les routes de la connaissance et ouvrent les champs de la recherche. Ce dossier passionnant est ainsi le fruit de la transmission par François Doumenge de sa rigueur méthodologique et de son insaisissable activité d'apprentissage aux meilleurs spécialistes formés à son école.

■ ***Jérusalem, le rapport occulté*, René Backmann (prés.)**, Paris, Salvator, 2009, 121 p.

Les diplomates de l'Union européenne (UE) en poste à Jérusalem avaient rédigé deux rapports successifs en 2005 et 2008, fruit des échanges entre chefs de mission, validés par les représentants des vingt-sept associés à leur rédaction, puis transmis à Bruxelles, à propos de la crise israélo-palestinienne. C'est parce que ces documents

représentaient un témoignage exceptionnellement objectif de la situation sur le terrain à Jérusalem-Est que Javier Solana, ancien secrétaire général de l'OTAN, alors haut représentant pour la Politique extérieure et la Sécurité commune de l'UE, s'est opposé à leur publication officielle. Il apparaît clairement qu'ainsi l'UE se prive, au profit des EU, d'un instrument de pression diplomatique incontournable qui l'aurait propulsée sur l'avant-scène du théâtre des négociations pour la paix dans la région, au lieu de développer une diplomatie du chéquier... sans la diplomatie. Or, le temps presse car les événements qui se succèdent, et l'évolution de la situation entre les deux rapports le confirme, semblent créer l'irréversibilité de la tension, de la crise, du conflit. Les rapports rappellent que l'UE fonde sa politique sur la résolution 242 du Conseil de sécurité et n'a donc jamais reconnu l'annexion de la partie est de Jérusalem en 1967, pas plus que la *Loi de Jérusalem* de 1980, qui en ferait la capitale « une et indivisible » d'Israël, ni la construction parfaitement illégale du mur de séparation. L'UE a de plus reconnu l'opinion de la Cour internationale de justice au sujet des « conséquences légales de la construction du mur de séparation dans les territoires palestiniens occupés ». Lucidement, les diplomates de l'UE font le constat qu'Israël va à l'encontre de ses obligations vis-à-vis du droit international et de la *Feuille de route* d'avril 2003, publiée sous la patronage du « Quartet » (Nations unies, UE, EU, Russie), lesquelles avaient été réaffirmées à Annapolis, en construisant des colonies dans la partie est de Jérusalem et autour de la ville à un rythme soutenu : de 2007 à 2008, souligne par exemple le rapport, le nombre de colons dans la partie est s'est multiplié par 40 et 40 % des colons occupant des territoires palestiniens vivent dans cette zone, sans compter ceux vivant autour de Jérusalem. Les rapports décrivent les efforts inouïs des autorités israéliennes, gouvernement et municipalité, pour doter d'infrastructures de transport les colonies dans la ville, encercler la vieille ville et son bassin historique, avec une multiplication sensible d'occupation de maisons palestiniennes, l'expropriation de propriétaires palestiniens, l'achat de propriétés par l'intermédiaire d'hommes de paille, des excavations dans des sites très contestés, des constructions illégales au sein des quartiers palestiniens, avec l'assurance que les décisions du tribunal d'Israël les légalise, au contraire de celles palestiniennes, systématiquement rasées, l'annexion *de facto* de kilomètres carrés de territoires palestiniens par le tracé du mur de séparation, pour réussir *in fine* à séparer tout l'Est de Jérusalem et les blocs des colonies avoisinantes de la Cisjordanie. L'atteinte aux droits est générale et va jusqu'à celle de la liberté religieuse, l'archéologie est en train de devenir un instrument idéologique au service des luttes nationale et religieuse israéliennes, notamment contre les institutions chrétiennes, par les contraintes à vocation d'éliminations des congrégations

présentes à Jérusalem. Ces rapports, très denses malgré le petit nombre de pages, sont précis, rigoureux dans leur description et tout à fait prudents dans leurs analyses. C'est pourquoi ils constituent un document de premier ordre à consulter impérativement pour tout jugement complet sur la situation à Jérusalem.

■ **Fabien Terpan, *La Politique étrangère de sécurité et de défense de l'Union européenne*, Paris, La Documentation française, « Réflexe Europe », 2010.**

L'excellente collection « Réflexe Europe », publiée par La Documentation française, s'enrichit d'un nouvel ouvrage sur les moyens de la politique internationale de l'Union européenne. Politique particulière qui induit deux volets, l'un plus diplomatique, la PESC, la politique étrangère et de sécurité commune, l'autre plus stratégique et opérationnel, la PSDC, la politique de sécurité et de défense commune. Singulière politique qui continue de relever de la méthode intergouvernementale dans un environnement institutionnel plus porté à l'intégration, avec l'adoption récente du traité de Lisbonne sur le modèle du traité dit constitutionnel. Deux parties équilibrées structurent l'ouvrage. À la suite d'un rapide historique, le droit positif de l'élaboration et de la mise en œuvre de la PESD est décrit à partir des acteurs de cette politique (États membres, comités et organes), puis de ses capacités juridiques, financières et opérationnelles. Dans la seconde partie, l'auteur développe les finalités et réalisations de la PESD à partir de la recherche d'une politique commune, tant dans les coopérations régionales que transversales, puis il décrit l'Union européenne comme une organisation opérationnelle en présentant un panorama et un bilan des opérations et les perspectives d'une Europe de la défense. Agrémenté d'annexes intéressantes, telles que la célèbre déclaration franco-britannique sur la défense européenne à Saint-Malo ou la liste des groupes de travail dans le domaine des relations extérieures, mais également d'un glossaire, d'indications bibliographiques et de « liens utiles », l'ouvrage possède également un appareillage de notes correct et des développements analytiques intéressants ; il est assez distant d'un discours volontariste et fait le constat d'une prégnance transatlantique dommageable pour la crédibilité de la réalisation d'une PESD intégrée à courte échéance. Un travail permettant de faire le point dans une période marquée par la tentative de reprise en main par les États des outils et procédures de la politique étrangère de l'UE, dont madame Ashton ne peut mais.

Christophe Réveillard

■ **Alain Nonjon (dir.), *Grands Débats d'aujourd'hui***, Paris, Ellipses, 2009.

Formidable idée que d'avoir imaginé cent cinquante questions de société pour appréhender les grands débats d'aujourd'hui en matière géostratégique, politique, sociale et identitaire. D'autant que l'organisation de cet important ouvrage (810 pages) projette l'ensemble des problématiques posées dans la prospective, dans le décryptage des lignes des évolutions récentes, à partir de la compréhension du passé. Mais l'intérêt de l'ouvrage ne repose pas uniquement là, il est aussi dans l'originalité de la méthodologie retenue. Les clichés, les stéréotypes, en effet, n'ont pas leur place dans le déroulement des parties abordées sous l'angle analytique. Sur la problématique du nouveau quotidien à vivre, les auteurs, sous la direction très pédagogique d'Alain Nonjon, évoquent la question d'une démocratie une ou multiple, celle décomplexée des femmes en politique, de la divisibilité de la République par le communautarisme, les territoires et les logiques de la ville, etc. À la perspective de revisiter le modèle français, l'ouvrage se propose d'approfondir les thématiques du développement régional, de l'école, qui ne fonctionne plus comme cadre d'excellence, ainsi que de l'Université comme cadre de recherches. Au concept de nouvelles frontières, le point de vue géostratégique souligne notamment la question non résolue de l'uniformisation par la mondialisation, de la réalité d'une Europe organisée, du choix turc de l'islam face au continent européen dont elle sait ne pas faire partie, de l'évolution ou de la révolution du *Mercosur*, de la nouvelle donne asiatique. Pour ce qui concerne le cadre prospectif, la partie consacrée à l'évaluation des nouveaux périls analyse l'évolution des formes du terrorisme de demain, des nouvelles formes de fuite des cerveaux, d'une fracture numérique toujours plus profonde, du siècle du vieillissement à celui de la dépopulation. Les deux dernières parties abordent la construction d'un nouveau futur en retenant la question de l'idée de la décroissance, d'une gestion régulée de la mondialisation, du choc moral de la bioéthique, d'une possible rupture énergétique, ainsi que de la nécessité de penser l'avenir en distinguant le processus de fin des empires et la question du choc des civilisations et de la fin de l'histoire. Au final, un ouvrage passionnant et multi-forme, écrit par des spécialistes pour densifier la réflexion des lecteurs.

■ **Marc Roche, *La Banque. Comment Goldman Sachs dirige le monde***, Paris, Albin Michel, 2010.

C'est l'histoire d'une banque privée créée en 1869, Goldman Sachs, et dont l'évolution du « métier » la fait passer du statut d'une banque d'affaires classique à la spéculation tous azimuts. Dans le cadre de la financiarisation de l'économie-

monde, cela n'est pas anodin. Avec le contrôle du marché boursier le plus important du monde, la proximité ambiguë des agences de notation qui font la pluie et le beau temps du marché des valeurs, la spéculation sur l'ensemble des marchés boursiers, des matières premières, de l'or, des produits dérivés, etc., le « partage » du périmètre bancaire américain à l'échelle de la globalisation, la « maison Goldman » n'est plus une banque d'affaire comme les autres, mais est devenue une superpuissance du monde de l'argent, du *big business*, sans évidemment justifier l'outrance du sous-titre de ce passionnant ouvrage. D'autant que ce pouvoir se traduit par la création d'un réseau assez phénoménal dans l'ensemble des élites mondialisées de chaque pays qui compte dans l'économie mondiale. Au cœur de la Commission européenne, du FMI, du ministère des Finances des grandes nations et, bien sûr, de l'administration des États-Unis, la banque possède, entretient et développe une influence, inimaginable sans le fourmillement des détails de l'ouvrage de Marc Roche, et qui n'est pas seulement sonnante et trébuchante. Avec la faillite de sa concurrente préférée, la banque Lehman Brothers, elle a pu un temps faire illusion en cavalier seul, une sorte de face-à-face avec elle-même pour garder une situation monopolistique ; un exemple ? La Grèce, avec à la fois la garantie de la dette de ce pays surendetté et d'un laxisme budgétaire légendaire, et le jeu destructeur d'une spéculation contre l'euro. Super gagnante sur les deux tableaux, le prix à payer en a été une certaine médiatisation, d'autant que l'administration Obama n'était pas aussi experte que les précédentes sur la capacité à rendre opaques les liens originels entre les *think tanks* proches du pouvoir et la banque, assez souvent bras armé confidentiel. Son président, Lloyd Blankfein, a donc été relativement mis sur le devant de la scène et son portrait a pu révéler une capacité extraordinaire de la direction de la banque Goldman Sachs à s'exonérer des contraintes légales subies par le *vulgum pecus* des autres banques, grâce à la puissance politique acquise auprès des gouvernants du monde entier. Un apport assez exceptionnel sur l'un des outils d'une spéculation mondialisée et dérégulée qui a pu conduire le système capitaliste postindustriel à la crise actuelle.

■ **Patrice Gourdin, *Géopolitiques. Manuel pratique*, Paris, Choiseul, 2010.**

Patrice Gourdin est professeur auprès des sous-officiers de l'École de guerre, et en quelque sorte son enseignement a pris la forme d'un manuel pratique d'analyse géopolitique publié aux éditions Choiseul. Gros ouvrage de 730 pages, le choix clairement opéré est celui d'une méthodologie pratique et pédagogique pour la compréhension et l'évaluation des grandes évolutions du monde. Ce choix est clai-

rement indiqué et argumenté, et fait ressortir à la fois la compétence de l'auteur et son plaisir à l'enseignement d'une matière complexe. Cette passion est communicative et facilite la lecture de ce fort ouvrage. L'influence d'Yves Lacoste se fait sentir par un tropisme géographique évident et par l'insistance sur la question de l'organisation de l'espace. Écrit sous forme de thèse universitaire à vocation pédagogique plus que de recherche, l'ouvrage possède un appareillage de notes complet ainsi qu'une riche bibliographie générale et thématique intéressante, mais sur laquelle on pourra se poser la question de l'absence inexplicable des excellents ouvrages d'Aymeric Chauprade (au regard de la citation de ceux, médiocres, d'un Frédéric Ancel, par exemple). La démonstration se veut explicative des éléments fondamentaux en géopolitique que sont l'étude du territoire, celle du facteur humain, des systèmes de représentations, des acteurs extérieurs, pour développer *in fine* des études de cas concrets tels que la guerre d'Ossétie du Sud, avec l'analyse des différents niveaux spatiaux de cette question éminemment géopolitique (influence « lacostienne » sur la notion des cercles spatiaux de différentes grandeurs), le Tibet, le Darfour, la Tchétchénie ou l'Afghanistan. Ainsi le tour d'horizon est complet et il est aisément complémentaire de l'approche sur les conflits dans l'espace territorial, les stratégies de puissance et d'influence dans le monde contemporain qui sont sous-jacentes de nombreuses analyses récentes de qualité. L'ouvrage *Géopolitiques*, dont l'« s » final ne doit rien au hasard, est une somme à recommander à tous ceux dont le métier ou le simple intérêt les pousse à approfondir leurs connaissances en la matière.

NOTE DE LECTURE SUR

Les espaces de la diversité culturelle. *Du multilatéralisme au multiculturalisme régional,* Ninou GARABAGHI, Paris, Karthala, 2010

> collection Tropiques

Mondialisation, constructions régionales et diversité culturelle prédominent au vu des enjeux du xxi^e siècle autant de défis que d'opportunités. Les à l'issue de quoi se pose la mondialisation économique est une autre forme de l'humanité qui s'inscrit dans le monde par ailleurs, elle ne marque pas la civilisation universelle ni le par d'autres. Il est au contraire de l'altérité régionale, qui est soit considérée comme un obstacle à la mondialisation ou comme un instrument de régulation et de gouvernance de la mondialisation. Dans tous les cas, les initiatives en matière d'intégration régionale rencontrent des problèmes et soulèvent des questions qui ne sont pas seulement d'ordre économique et écologique mais aussi et surtout d'ordre moral, culturel et social et in fine politique.

Sous le vocable de « choc des cultures », c'est la diversité culturelle qui inquiète et engage des enjeux de portée mondiale. La diversité n'est dans l'indifférence que dans le véritable danger. La diversité des cultures perçue comme source de réponses collectives alternatives à la question du sens, est davantage source de relations que de problèmes.

Cet ouvrage ambitionne d'ouvrir un débat sur des visions prospectives de la gouvernance mondiale via une tentative de réflexion sur les défis et opportunités d'un multilatéralisme régional. Travail de synthèse méthodologique de la problématique de la diversité culturelle à l'échelle de la mondialisation et de la régionalisation, cet essai tente à explorer, dans une perspective théorique, les aspects, les pièges, les limites et les défis du multiculturalisme régional.

Nina Téké, économiste docteur d'Etat de l'université de Paris 1, Ninou Garabaghi a travaillé comme économiste adjointe du ministre de l'économie et des Finances de son pays d'origine une large et riche carrière de haut fonctionnaire international qui l'a amenée à se pencher sur des questions complexes telles que le caractère stratégique social et économique de la mondialisation et de la régionalisation.

Titulaire d'un programme de formation des futurs économistes de la plateforme régionale de l'Institut Supérieur de Formation des cadres politiques et sociaux (ISF) de l'Université de la Méditerranée, elle a travaillé au sein de l'Institut de la Méditerranée sur les intégrations régionales.



ISBN : 978-2-8111-0343-9

Ninou Garabaghi

Les espaces de la diversité culturelle



Les espaces de la diversité culturelle

Du multilatéralisme au multiculturalisme régional

> Ninou GARABAGHI



KARTHALA

KARTHALA

Avec *Les espaces de la diversité culturelle*, Ninou Garabaghi nous livre sa lecture de la rencontre des peuples et de leurs cultures aujourd'hui. Elle constate le rétrécissement du monde et nous appelle à compléter l'organisation internationale mise en place au mi-temps du xx^e siècle, lorsque les relations entre les États pouvaient encore prétendre épuiser le champ des actions sans frontières. Elle voit se rencontrer plus ou moins pacifiquement les cultures dans toute leur diversité, à travers les migrations et les diasporas, la circulation inégale des créations artistiques et de leurs auteurs. Elle voit aussi l'emprise exercée sur les esprits à l'échelle de la planète entière, par une vulgate mêlant le règne sans partage de l'argent et l'équivalence généralisée des productions culturelles.

À partir de sa riche expérience à l'UNESCO, Ninou Garabaghi ouvre une voie, celle de la reconnaissance mutuelle des cultures dans leur singularité et leur richesse, que prolonge une aptitude au désarmement des esprits, d'autant plus nécessaire

qu'elle concerne des peuples voisins, souvent dressés l'un contre l'autre par le « narcissisme des petites différences ».

C'est une telle ouverture, vitale pour notre avenir commun, que l'auteur réalise lorsqu'elle saisit l'étroite relation entre la politique, la culture et la géographie. Alors que la *doxa* contemporaine mondialise tout dans le grand bain marchand et laisse dans l'ombre les vies concrètes, Ninou Garabaghi les fait advenir en pleine lumière : ces vies, celle(s) de chacun d'entre nous, ne sont pas figées dans des éternités nationales ni dans des cultures étanches. Elles se nourrissent des cultures transmises et acquises, elles s'étayent et trop souvent s'abîment aux édifices politiques et se déploient dans des espaces de terres, de fleuves et de mers. Géographies, philologies et cosmopolitiques se dessinent ou s'écrivent au fil des pages.

Des vies diverses que l'ouverture régionale met en relation pacifique et constructive avec des vies voisines dont des siècles ou des décennies de bellicisme ont nié l'altérité, d'autant plus qu'elle n'était pas exclusive d'une grande proximité.

Alors que le mondialisme unilatéral et univoque suscite en retour nationalismes et intégrismes, le multiculturalisme régional proposé par l'auteur est une promesse d'équilibre dans le déséquilibre, les facultés créatrices étant stimulées par la mise en commun des richesses, économiques, mais d'abord culturelles : « Transformer l'interdépendance de fait en une solidarité constructive. »

Mieux sans aucun doute que l'Union européenne de ce commencement de siècle, certaines intégrations régionales, qui ne limitent pas leur ambition au commerce des marchandises ni à la circulation frénétique du capital mais qui s'abreuvent aux sources diverses de leurs cultures, comme celle des Caraïbes, montrent le chemin d'une nouvelle organisation des relations entre les peuples. Une organisation qui prenne en compte à la fois l'unité du monde et sa diversité culturelle, « autant de réponses collectives alternatives à la question du sens ».

Le régionalisme a plus de légitimité humaine que l'affirmation brutale des nouvelles puissances, *a fortiori* dans un monde fini. L'auteur montre avec brio et conviction que nous avons aujourd'hui la responsabilité d'inventer des formes régionales où se désarment les esprits ethniques et religieux mais aussi nationaux ou commerçants, dans l'expérience toujours renouvelée de l'altérité, d'abord à côté de chez soi.

Jacques TENIER

Conseiller maître à la Cour des comptes française
Professeur associé à l'Institut d'études politiques de Rennes
Président de l'association politique Les Points cardinaux